

Direction des Services Techniques  
GB/HC/DC/JFT/RN

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 48-2023

### Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public 135 Avenue du Capitaine Ducourneau

#### Le Maire de la Commune du Lavandou

**Vu** le code le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le code le Code de la Route,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la Loi N° 83-8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** l'arrêté municipal N° 2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

**Vu** le PC N°08307021H0065 déposé par Monsieur SARASSAT et Monsieur Blanc, accordé le 18 février 2022,

**Vu** la demande en date du 30/01/2023 par laquelle **Monsieur SARASSAT Jérôme et/ou Monsieur BLANC Frédéric – 135 Avenue du capitaine Ducourneau – Pramousquier – 83980 LE LAVANDOU**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal sis 135 Avenue du Capitaine Ducourneau,

**Considérant** que la livraison de béton par l'Entreprise LAFARGE Béton avec un camion pompe et un camion de livraison sur le chantier au 135 Avenue du capitaine Ducourneau, nécessite des restrictions à la circulation et au stationnement,

#### ARRETE

**Article 1 :** L'Entreprise LAFARGE est autorisée à occuper le domaine public communal, comme énoncé dans la demande, **135 Avenue du Capitaine Ducourneau, sur 50 m<sup>2</sup>.**

**Article 2 :** Cette autorisation est délivrée pour le **Judi 2 février 2023 entre 7 H et 12 H.**

**Article 3 :** Pendant les périodes de chargement ou déchargement sur le domaine public, le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la circulation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie). Elle sera mise et maintenue en place par le bénéficiaire, qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine.

**Article 4 :** La circulation ne devra en aucun cas être interrompue ni la route barrée, elle sera alternée par panneaux K 10 ou feux tricolores KR11j ou KR11v lorsque les travaux le nécessiteront.

**Article 5 :** Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

**Article 6 :** Le pétitionnaire acquittera dans la caisse du receveur municipal, la redevance fixée pour l'année en cours à **1.60 € le m<sup>2</sup> par jour d'occupation**.

**Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa notification et de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Chef de Brigade de la Gendarmerie, Le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur SARASSAT Jérôme et/ou Monsieur BLANC Frédéric.

Fait au Lavandou, le 30 janvier 2023

Pour Le Maire  
Denis Cavatore - Adjoint aux Travaux



*Le Maire,*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

*Notification faite à Monsieur SARASSAT Jérôme et/ou Monsieur BLANC Frédéric par mail*

*En date du .....*

*Publié le .....*